

# A l'heure des alliances, Joseph Kabila reste toujours un mystère

P.3

## ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 723 du vendredi 21 au dimanche 22 avril 2023 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne  
et Tri-hebdomadaire  
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05  
+ 243 903 185 670  
E-mail : [kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

# Des recettes en chute libre : DGRAD, un mauvais élève

P. 2

## Face à Dan Gertler, l'opinion découvre des ONGs qui disent avoir raison, mais ont peur d'un débat contradictoire

*A l'invitation de l'homme d'affaires israélien Dan Gertler à engager un dialogue franc et sincère sur ses activités en République Démocratique du Congo, on constate curieusement qu'une frange d'extrémistes de la Société civile – la même qui s'est toujours distinguée par une vilaine campagne de désinformation et de diffamation contre le Groupe Ventora – a décliné l'offre, tout en multipliant des contre-vérités qui étalent au grand jour leur mauvaise foi. Dans une lettre datée du 18 avril 2023, Dan Gertler démonte les intentions cachées de ses extrémistes de la Société civile : « Votre silence et votre ...*

P. 6



## PARLONS-EN

### L'art de tourner en rond

ECONEWS

Entre Kinshasa et Kigali, le moment est venu de se regarder bien en face et de mettre fin, une fois pour toutes, aux postures dans le genre *je t'aime moi non plus*, à l'image d'un couple qui se déteste mais dont les époux continuent à habiter sous le même toit quoique faisant chambre à part et ne mangeant pas à la même table.

Le pays est en guerre. Faisant fi du M23 dont Kinshasa soutient à juste titre qu'il n'est qu'un paravent derrière lequel se dissimule le Rwanda, l'heure est venue de répondre par le seul langage que le président Kagame comprend : celui de la force. (Lire en page 2)

**Anthony Nkinzo au Forum CIAN : « L'avenir du monde se joue en Afrique et l'avenir de l'Afrique se joue en RDC »**

P. 5

**Mines : accord trouvé entre la Gécamines et CMOC dans le projet TFM**

P. 5

# Des recettes en chute libre : DGRAD, un mauvais élève

*Depuis le début de cette année, les recettes publiques sont en chute, alors que les prévisions budgétaires de l'exercice en cours tablent sur un budget, équilibré en recettes et en dépenses, d'environ 16 milliards de dollars américains. Au niveau du Gouvernement, le sujet est pris au sérieux. Ce qui accroît la pression sur le ministre des Finances qui a en charge les trois traditionnelles régies financières de la République Démocratique du Congo, à savoir la DGI (Direction générale des impôts), la DGDA (Direction des douanes et accises) et la DGRAD (Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations). Si la DGI sort du lot en alignant un rythme de mobilisa-*

**S**il le Gouvernement s'est félicité d'avoir clôturé l'année 2022 avec des recettes publiques en forte hausse, loin des prévisions fixées dans le budget 2022, l'année 2023 a débuté sur une note largement négative en termes de recettes. Année électorale par excellence, la pression sur le compte général du Trésor est telle que l'inquiétude commence déjà à gagner le Gouvernement au regard du faible niveau de mobilisation des recettes au niveau de trois principales régies financières de la République Démocratique du Congo, à savoir la DGI, la DGDA et la DGRAD.

Dans la rubrique des charges incompressibles de l'Etat telles que la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat, le Gouvernement manifeste déjà des signes d'essoufflement par l'accumulation des arriérés. Les finances publiques congolaises sont bel et bien dans la tourmente. Dans ces conditions, le Gouvernement saura-t-il atteindre le plafond des prévisions, aussi bien en recettes qu'en dépenses, qu'il s'était fixé dans la loi financière 2023 ? La question vaut bien son pesant d'or, si bien que, dans certains milieux, on exclut plus l'hypothèse d'un collectif budgétaire pour ramener à la baisse les prévisions budgétaires de l'exercice 2023. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement joue encore à l'apaisement, estimant que le sujet n'est pas encore à l'ordre du jour. Des assurances qui ne rassurent pas, dans la mesure où la machine de mobilisation des recettes accumule des contre-performances depuis le début de cette année.

## DES RECETTES QUI NE RASSURENT PAS

Réuni le 7 avril 2023 en Conseil des ministres, le Gouvernement s'était penché

sur la situation des finances publiques, accordant le temps au ministre des Finances pour faire l'état des lieux des opérations financières de l'Etat.

De l'exposé du ministre des Finances, l'on a essentiellement retenu qu'en termes des recettes, celles mobilisées du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2023 ont été de l'ordre de 1.217,4 milliards CDF sur les prévisions de 1.384,1 milliards CDF, portant ainsi le taux d'exécution à 88%.

La situation cumulée au premier trimestre 2023 présentait un montant total des recettes de 3.340 milliards CDF sur les prévisions cumulées de 3.556 milliards CDF pour un taux de réalisation de 93,9%.

Ce qui donne une moyenne mensuelle d'environ 600 millions de dollars américains.

Comparées aux recettes réalisées au premier trimestre 2022 qui étaient de 3.323 milliards CDF, il s'est donc dégagé une petite augmentation de 16,8 milliards CDF.

En ce qui concerne les dépenses publiques, pour le seul mois de mars 2023, elles se sont chiffrées à 1.381 milliards CDF, dont 46%, soit 631 milliards CDF ont été affectées aux rémunérations.

Selon le ministre des Finances, ceci était dû « *au paiement, au cours de ce mois, du solde des rémunérations du mois de février 2023 et une bonne partie du mois de mars. Pour ce dernier, près de 250 milliards CDF des salaires ont été reportés pour être payés en avril 2023* ». Au courant du mois de mars, a-t-il encore indiqué, 30 millions USD ont été mis à la disposition de la Commission électorale nationale indépendante, au titre d'acompte à sa première dotation de l'année 2023, sans compter les dépenses exceptionnelles sécuritaires qui ont représenté, fin mars 2023, un cu-

*tion des recettes qui va, par moment, au-delà, de ses assignations, ce n'est pas le cas pour les deux autres, à savoir la DGDA et la DGRAD. En ce qui concerne la DGRAD, les contre-performances sont telles que cette régie financière passe finalement pour le mauvais élève en termes de mobilisation des recettes. Comment y remédier ? C'est la réflexion qui est en cours au ministère des Finances qui n'exclut plus la possibilité de recourir aux services de l'Inspection générale des finances (IGF) pour encadrer les recettes parafiscales, depuis les services d'assiette jusqu'à leur versement au compte général du Trésor.*

ECONEWS

mul annuel plus de 623 milliards CDF.

Si, au cours de ce Conseil des ministres, le ministre des Finances s'est abstenu de donner un condensé du niveau de mobilisation des recettes au niveau des régies financières, des chiffres parvenus à Econews prouvent qu'au 31 mars 2023, la DGI a mobilisé 560.056.894.952,25 CDF, 382.878.259.293,46 CDF pour la DGDA et 270.167.598.084,09 CDF pour la DGRAD. Ainsi, le total des recettes de trois régies financières, du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2023, donnent, après ajustement 1.414.600.249.890,43 CDF. Rapporté en dollar américain au taux budgétaire, le niveau des recettes de mars 2023 équivalait à environ 650 millions de dollars US, légèrement au-dessous du niveau atteint en janvier et février 2023.

A la lecture de ces niveaux, l'on se rend compte que la DGRAD n'a pas été à la hauteur des attentes. Elle se situe, loin derrière la DGI, talonnée de près par la DGDA, jadis la plus grande pourvoyeuse de recettes courantes, mais qui a finalement perdu ce statut au profit de la DGI.

A la DGRAD, les contre-performances sont devenues pratiquement la règle. Si bien que la situation – du reste malheureuse – observée en mars dernier s'est étendue jusqu'à la moitié du mois d'avril.

Selon des statistiques consultées par Econews, la situation provisoire des recettes, observée du 1<sup>er</sup> au 17 avril 2023, attribue 336.943.202.418,22 CDF pour la DGI, 189.192.615.006,00 pour la DGDA et 98.758.090.715,79 pour la DGRAD. C'est dire que la descente aux enfers se poursuit autant pour la DGDA et la DGRAD. Et si la DGDA tente, tant bien que mal, de se relever, les dégâts sont énormes au niveau de la DGRAD.

## LA DGRAD DANS LE VISEUR

Pour améliorer le niveau des recettes, le ministre des Finances faisait part dernièrement au Conseil des ministres qu'il comptait « *sur les conclusions de différents dossiers des contentieux en cours dans les régies financières ainsi que sur les retombées des missions mixtes de contrôle de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD) dans les secteurs de mines et de l'environnement* ».

Bien plus, à la DGRAD, la situation ne se limite pas aux seuls secteurs des mines et de l'environnement. En réalité, c'est toute la chaîne des recettes parafiscales qu'il faudra auditer, à commencer par les services jusqu'au paiement des taxes et droits dus à l'Etat au niveau de la Banque Centrale du Congo.

Pour donner plus de vigueur à la DGRAD, l'on apprend que le ministre des Finances envisage de recourir aux services de l'Inspection générale des Finances pour accompagner la DGRAD dans son travail de mobilisation des recettes.

A tout prendre, au ministère des Finances, on se déploie pour aérer la machine de mobilisation des recettes en vue de se rapprocher le plus possibles des prévisions de la loi budgétaire 2023.

Avec une moyenne de 600 millions de dollars US des recettes mobilisation des recettes mensuelles, l'on craint que les 16 millions USD inscrits dans le budget 2023 ne soient finalement qu'un leurre.

Il est temps d'inverser la tendance de ces trois premiers mois. Et la DGRAD devait être le point de départ d'un grand travail de redynamisation des régies financières. L'IGF pourrait bien être utile dans ce nouveau challenge.

## PARLONS-EN

### L'art de tourner en rond

(Suite de la Une)

Au fur et à mesure que le temps s'écoule, que les Congolais se répandent en jérémiades stériles et tendent constamment la main à la recherche d'une âme secourable; qu'ils comptent sur une force de l'East African Community (EAC) aux visées obscures, ou du voisin angolais censé veiller à l'hypothétique cantonnement des « rebelles », des populations entières au Nord-Kivu et en Ituri continueront leur errance dans le pire des dénuements.

Obnubilée par des intérêts personnels et croyant faire plaisir au Chef par des attitudes et postures anti-démocratiques dans le genre « nous devons agir pour un second mandat de Fatshi et lui donner une majorité écrasante au parlement », ce qui tient de classe politique congolaise joue à l'autruche. Comme cet oiseau qui ne vole pas mais cache la tête dans le sable pour, croit-il, échapper au prédateur, elle regarde ailleurs alors que le pays brûle et risque de partir en morceaux. Proclamer à longueur de journées que « nous allons gagner cette guerre [...] Aucun centimètre carré de notre pays ne sera cédé à l'ennemi », sans proposer d'initiatives diplomatiques ou militaires probantes, relève ni plus ni moins d'une forme sournoise d'une sombre trahison.

L'ajournement sine die des rencontres de Goma entre les chefs des états-majors des armées régionales de l'EAC le mercredi 18 avril 2023 est un signal qui ne trompe pas et qui devrait mettre la puce à l'oreille de quelques rares Congolais qui ont encore des yeux pour voir. Ceux qui sont capables de réaliser que l'adhésion précipitée de la RD Congo à la Communauté de l'Afrique de l'Est n'a pas été un choix des plus heureux devraient être écoutés.

Car faire son entrée dans une organisation sous-régionale et chercher à en connaître a posteriori les modalités de fonctionnement procède ni plus ni moins de l'art de tourner en rond dans une forêt inconnue.

Le pays est en guerre. Mais combien le savent ?

## A l'heure des alliances, Joseph Kabila reste toujours un mystère

Depuis son départ, en janvier 2019, de la magistrature suprême, Joseph Kabila s'est totalement soustrait de la vie politique, se refusant à toute déclaration politique sur la marche du pays. On pensait que le divorce, fin 2021, entre le FCC, sa famille politique, et le CACH, allait peut-être le pousser à sortir de sa tanière. Il n'en a pas été le cas. Kabila est resté muet sur toute la ligne. A quelques mois des élections de décembre prochain, son silence intrigue au moment où des alliances se dessinent déjà dans la sphère politique. La toute

dernière en date est cette rencontre à Lubumbashi entre quatre cadors de l'opposition, en l'occurrence Moïse Katumbi d'Ensemble pour la République, Matata Ponyo de LGD, Martin Fayulu d'ECIDé et Delly Sesanga d'ENVOL. Dans le camp de Kabila, le PPRD, le parti qui se réclame toujours de sa mouvance, a salué la dynamique de Lubumbashi. Pas Kabila, pour l'instant. Un mystère qu'il entretient de si belle manière depuis 2019.

M.M.F.

Quatre ans après avoir cédé le fauteuil présidentiel à Félix Tshisekedi, l'ancien chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila – que ses meilleurs ennemis préfèrent désigner sous sa casquette de sénateur à vie, lui déniaient sournoisement la qualité de « président » – observe un mutisme déconcertant. Tant au sein des nouveaux dirigeants arrimés à la locomotive de l'UDPS qu'à celui d'une opinion publique aussi diverse que bruyante, les regards et les oreilles restent rivés et braqués sur ses fermes de Kingakati (Kinshasa) et de Kashamata dans la périphérie de Lubumbashi (Haut-Katanga), dans l'espoir de recueillir la moindre de ses déclarations sur les convulsions socio-politico-sécuritaires dans lesquelles se débat le pays. Mais au fil du temps et à huit mois de la fin du mandat de son successeur, Joseph Kabila a battu depuis longtemps son propre record du silence politique.

Il n'est pas rare, en se promenant dans les rues de Kinshasa (et dans une moindre mesure de celles des capitales provinciales), d'entendre des citoyens s'interroger les uns et les autres sur « le silence de Kabila ». Les rares apparitions publiques du Raïs font invariablement le buzz sur les réseaux sociaux, mais se terminent presque toujours dans un inébranlable mutisme qui désoriente jusqu'aux plus farouches de ses adversaires politiques.

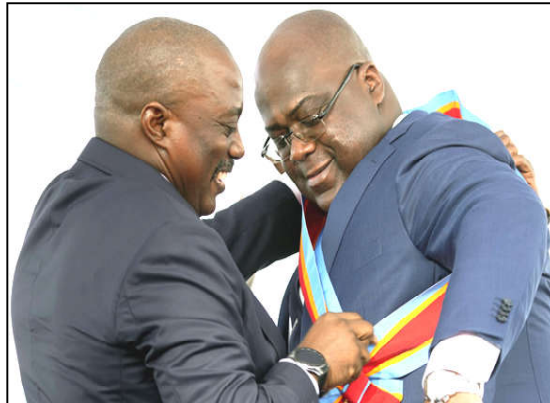
Les plus inquiets de tous étant ceux des anciens

membres de son parti politiques (le PPRD) qui, sabordant la confortable majorité parlementaire acquise lors des législatives de 2018, ont migré dans une transhumance collective vers l'Union sacrée de la Nation sous la férule de Félix Tshisekedi. Ou encore ses anciens thuriféraires restés hors des institutions et qui, à intervalles réguliers, l'abandonnent et traversent la rue à grands renforts d'un tapage médiatique surréalistes. Des « trahisons » qui, là encore, laissent le « gentleman farmer » de marbre.

D'un point de vue objectif et non partisan, on peut arguer que rien n'oblige l'ancien président de la République à s'exprimer urbi et orbi. En dix-huit ans d'un exercice laborieux du pouvoir suprême, il a appris à connaître le caractère versatile de l'opinion kinoise. A titre d'illustration, l'ancien couple présidentiel n'a pas été aperçu à Kinshasa-Ndolo lors de la visite du pape François début février 2023, en dépit de la dévotion catholique de l'ex-première dame Olive Lembe Kabila.

**Se présentera ? Ne se présentera pas ?**

Et pourtant. L'homme à la barbe poivre et sel est, malgré lui, au centre d'interminables débats entre ceux qui lui déniaient la possibilité de se présenter à la présidentielle de décembre 2023, et ceux qui soutiennent que sa qualité de « sénateur à vie » ne l'exonère pas de son droit « légi-



Après la prestation de serment du 24 janvier 2019, Joseph Kabila s'est totalement soustrait de la vie politique, entretenant désormais, depuis lors, un mystère autour de sa personne.

time » à briguer la magistrature suprême.

Il n'en reste pas moins que pousser à tout prix Joseph Kabila à sortir de son silence légendaire ne fera certainement le bonheur d'un grand nombre dans certains milieux politiques. On ne réveille pas le chat qui dort. Et pour cause. Il a été l'homme-orchestre des « petits arrangements à l'africaine » qui ont porté Félix Tshisekedi au pouvoir, selon les termes de l'ancien ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian; de même qu'il ne démentirait sans doute pas Emmanuel Macron qui, en pleine conférence de presse conjointe avec le président congolais, n'avait pas mis des gants pour affirmer qu'ils (les Français) étaient au courant du contexte des élections de 2018.

**GUERRE DU M23 ET EX-**

**PLOITATION DES RES-SOURCES NATURELLES**

Dans le contexte de la guerre contre le M23 soutenu ouvertement par le Rwanda, s'il était amené malgré tout à s'exprimer, il rappellerait que ce mouvement n'est sur les cendres du RCD/Goma et du CNDP a été vaincu en 2013 par les seules FARDC, quoiqu'avec un appui logistique de la Monusco.

Pour avoir contraint le M23 réfugié en Ouganda et au Rwanda à conclure les accords de Nairobi, il est de ceux qui maîtrisent les tenants et les aboutissants de ces textes et surtout, de leurs avenants secrets sur lesquels s'appuie ce mouvement et qui seraient mis à l'avant-plan lors d'éventuelles négociations avec Kinshasa.

Au plan économique, et alors que le Chef de l'Etat est annoncé en Chine dans la

deuxième quinzaine de mois de mai prochain, comment ne pas mettre ce voyage sur la controverse autour de la révisitation des conventions passées entre le gouvernement Kabila (les fameux contrats chinois) et les investisseurs chinois en 2015, aux termes desquelles le Chinois s'engageait à ériger des infrastructures contre l'exploitation des gisements miniers à hauteur de neuf (9) milliards de dollars US, un investissement réduit à six (6) milliards USD sous la pression des institutions de Bretton Woods.

Kinshasa estimant que les gains engrangés par les sociétés chinoises ne sont pas en adéquation avec les quelques infrastructures réalisées, le moment est venu de revoir les termes des accords, un point de vue fort contesté par Beijing. L'ombre de Kabila continue à planer sur des relations sino-congolaises avec la poussée en sous-marin des multinationales occidentales.

Si un jour le gouvernement congolais avait la présence d'esprit de faire appel à l'expérience du « sénateur à vie » Joseph Kabila, nul doute que les dossiers de la sulfureuse constellation des sociétés de l'Israélien Dan Gertler ou de la descente aux enfers du géant minier, la Gécamines, prise à la gorge par des joint-ventures qui la presse comme un citron connaîtraient un dénouement rapide et avantageux.

Sauf que, justement, il est peu probable que l'ancien chef de l'Etat consente à sortir de son mutisme.

## Sortie de crise dans l'Est de la RDC : «Le volet diplomatique peut aider à éteindre le feu », selon Bintou Keita

FRANCIS N.

La représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en République Démocratique du Congo et cheffe de la Monusco, Mme Bintou Keita, a eu, mercredi 19 avril, des échanges avec le ministre d'Etat en charge de l'Intégration régionale, Antipas Mbusa Nyamwisi.

La mise en œuvre du P-DDRCS (Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation), le prochain Sommet de Chefs d'Etat



et de Gouvernement de l'EAC (Communauté de l'Afrique de l'Est)

et la feuille de route de Luanda et celle de Nairobi pour la sortie de crise dans l'Est de la RDC ont été au cœur de leurs entretiens. Ensemble, ils ont exploré différentes pistes susceptibles d'aboutir à une paix durable dans l'Est de la RDC.

A ce propos, la cheffe de la MONUSCO reste convaincue que « le volet diplomatique peut aider à éteindre le feu dans la partie orientale du pays ».

Au regard de la complexité de la question sécuritaire dans l'Est de la RDC et la volonté du Chef de l'Etat de pacifier cette partie du pays ainsi que le dynamisme et l'intérêt

que certains pays africains accordent dans cette crise de l'Est, Antipas Mbusa a fermement condamné la dernière sortie médiatique de Paul Kagame qui, selon lui, viole le principe sacro-saint de l'Union africaine portant sur l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

Le ministre d'Etat Mbusa Nyamwisi a, par ailleurs, rassuré la patronne de la Monusco de la poursuite sans désespérer du P-DDRCS par une sensibilisation accrue des groupes armés. Nul doute, il croit en une montée en flèche des redditions dans les rangs des forces négatives.



## Thomas Luhaka à Paul Kagame : « L'histoire nous apprend qu'un peuple humilié finit toujours par se relever... »

**Député national, Thomas Luhaka, communément appelé « Je connais le Congo », en référence à une célèbre chronique qu'il anime dans la presse locale, a également réagi aux déclarations du président rwandais Paul Kagame qui réclamerait des terres dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. Sur la base des faits historiques avérés, Thomas Luhaka démonte la thèse de Kagame, avant de l'avertir : « L'histoire nous apprend qu'un peuple humilié finit toujours par se relever; et le retour de la manivelle est souvent inattendu et disproportionné. Comme votre jeune frère panafricain, je vous conseille, respectueusement, d'arrêter de jouer à « la roulette russe » avec l'avenir du peuple rwandais ». Intégralité de la lettre ouverte de Thomas Luhaka au président Paul Kagame.**



**E**xcellence Monsieur le Président,  
Lors de votre point de presse tenu au Bénin, aux côtés du Président Patrice TALON, vos propos, s'agissant de la crise dans la Région de Grands Lacs, ont suscité des l'émoi, de la réprobation et du ressentiment au sein de l'opinion tant congolaise qu'internationale.

C'est pourquoi, par la présente, je voudrais vous faire part de quelques réflexions que m'a inspirées votre analyse sur les causes des conflits récurrents dans notre sous-région.

En effet, si je vous ai très bien compris, vous affirmez que les problèmes de la Région des Grands Lacs sont dus au fait que, à l'époque coloniale, les colonialistes occidentaux auraient pris une partie du territoire du Rwanda pour l'annexer au Congo.

A ce sujet, je souhaiterais vous rappeler respectueusement l'histoire de la délimitation de la frontière entre nos deux pays, la RDC et le Rwanda; histoire basée sur des documents qui sont encore disponibles et non sur les élocubrations de l'abbé Alexis Kagame, cet intellectuel rwandais qui vous a certainement inspiré.

De prime abord, il me semble que, sur cette question de frontière, vous êtes victime d'un biais cognitif de perception. Vous êtes convaincu que, puisque en RDC et, dans une moindre mesure, en Ouganda, il existe des populations de culture rwandophone, les territoires occupés présentement par elles devaient nécessairement faire partie de l'ancien royaume du Rwanda.

Ce raisonnement est inexact et sans fondement parce que tous les historiens l'attestent, en particulier Jean VANSINA, qui a écrit « L'évolution du royaume du Rwanda des origines à 1900 », sur la base des témoignages des premiers explorateurs de la

région, qu'au 19<sup>e</sup> siècle le territoire sur lequel s'exerçait effectivement l'autorité du Mwami de Kigali (Le roi), dont vous semblez vous considérer comme le digne successeur, était plus réduit que la superficie du Rwanda actuel.

Votre raisonnement conduirait à penser, par exemple, que tous les Belges francophones sont des Français et que la France aurait le droit de réclamer les territoires qu'ils occupent en Belgique (La Wallonie).

Si le sujet de la configuration territoriale de l'ancien royaume du Rwanda vous intéresse, je pourrais, monsieur le Président, mettre à votre disposition toute la documentation y afférente.

En ce qui concerne nos frontières actuelles, entre la RDC et le Rwanda, voici résumé pour vous, monsieur le Président, le processus qui a conduit à la modification des frontières tels que définie sur la carte annexée à la Convention du 8 novembre 1884; Convention par laquelle l'Allemagne a reconnu l'existence de l'Etat Indépendant du Congo.

Le 14 mai 1910, les représentants de la Belgique, pays colonisateur du Congo-belge, et ceux de l'Allemagne, pays colonisateur du Rwanda-Urundi, vont signer à Bruxelles un arrangement portant sur la modification de la frontière entre le Congo et le Rwanda.

Le 11 août 1910, les

autorités belges et allemandes signent une Convention qui ne fait qu'approuver et valider les contenus de l'arrangement du 14 mai 1910. Cette Convention de Bruxelles du 11 août 1910 sera approuvée au Parlement belge par la loi du 04 juin 1911 (**Voir Bulletin Officiel 1911, page 683**).

Les instruments de ratification de cette Convention vont être échangés entre les autorités belges et allemandes à Bruxelles le 27 juillet 1911.

Concrètement, monsieur le Président, cette Convention de Bruxelles du 11 août 1910, en permettant à l'Allemagne d'étendre le territoire de sa colonie du Rwanda jusqu'au Lac Kivu, a fait perdre au Congo, notre pays, une vaste portion de son territoire situé à l'Est de ce Lac. C'est ainsi que, à titre d'exemple, les actuelles villes de Gisenyi et de Cyangungu, qui étaient des localités congolaises, sont devenues rwandaises à partir de 1910, tel qu'il apparaît sur la carte en illustration.

En effet, pour votre gouverne, considérant l'impact que cette Convention de modification de la frontière allait avoir sur la population locale, les autorités coloniales

belges et allemandes vont accorder aux autochtones résidents dans la région, un moratoire de 6 mois pour opter entre le Congo et le Rwanda.

Il est donc établi clairement, monsieur le Président, que s'il y a un pays qui doit se plaindre aujourd'hui d'avoir perdu des territoires, c'est bien la RDC, notre pays, et non le Rwanda.

A ce sujet, je voudrais tout de suite vous rassurer et vous apaiser, monsieur le Président, que, respectueuse des conventions internationales et du principe de « l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation », adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) le 21 juillet 1964 au Caire (Egypte); principe garantissant la stabilité et la paix en Afrique, la RDC ne vous réclamera pas la restitution de ces territoires.

Monsieur le Président, Revenir aujourd'hui sur la problématique des délimitations des frontières héritées de la colonisation, en violation du principe de l'intangibilité ci-haut évoqué, serait dangereux pour toute l'Afrique; car, dans ce domaine, chaque pays a des droits, réels ou supposés, à faire valoir.

Je vous laisse imaginer le chaos généralisé qui s'en suivra; et vous déconseille, respectueusement en tant que panafricain, de porter cette lourde responsabilité historique.

L'Afrique, qui se débat contre la pauvreté et le sous-développement, et qui n'arrête pas de courir derrière son unité, n'a nullement besoin de ce débat nocif.

Aussi, je voudrais vous annoncer, qu'à la suite de la présente lettre, je vous par-

lerais prochainement des populations rwandophones du Congo. Vous n'avez pas abordé cette question dans l'extrait d'interview que j'ai suivie; mais votre actuel conseiller spécial en matière de sécurité, à l'époque ministre de la Défense du Rwanda, votre fidèle James Kabarebe, en avait parlé une fois, à propos des habitants du territoire congolais de Masisi. Et nous savons tous que James Kabarebe est la caisse de résonance de vos propres idées.

J'en saisisrais aussi l'occasion, dans la même lettre, pour vous faire part de la compréhension que nous Congolais nous avons de votre ligne politique à l'intérieur, tout comme à l'extérieur de votre pays le Rwanda; parce que votre vision et vos actions politiques ont un impact certain dans la persistance de la crise dans la sous-région des Grands Lacs.

En conclusion, Monsieur le Président, l'instabilité et l'insécurité que vous entretenez dans l'Est du Congo, actuellement à travers le M23, ne fait que générer de la rancœur chez beaucoup de Congolais qui se sentent humiliés par votre politique et votre idéologie expansionnistes.

L'histoire nous apprend qu'un peuple humilié finit toujours par se relever; et le retour de la manivelle est souvent inattendu et disproportionné. Comme votre jeune frère panafricain, je vous conseille, respectueusement, d'arrêter de jouer à « la roulette russe » avec l'avenir du peuple rwandais. Haute considération.

**FAIT à KINSHASA, LE 19 AVRIL 2023**

**THOMAS LUHAKA  
LOSENDJOLA  
DÉPUTÉ NATIONAL**



# Anthony Nkinzo au Forum CIAN : « L'avenir du monde se joue en Afrique et l'avenir de l'Afrique se joue en RDC »

Comme en 2021 et en 2022, le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) et l'Opinion se sont à nouveau associés pour organiser le Forum Afrique 2023 et promouvoir ainsi une vision positive et dynamique d'un continent plus que jamais au cœur des enjeux de la planète. A cet effet, Novotel Paris Centre Tour Eiffel a accueilli, le mardi 18 avril 2023, le Forum CIAN 2023 sous le thème « Business avec l'Afrique : l'heure du New Deal ». Compté parmi les orateurs, Anthony Nkinzo, directeur général de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI), a vanté les grandes opportunités que la RDC est prête à mettre à la disposition du développement de l'Afrique, convaincu que « l'avenir du monde se joue en Afrique et l'avenir de l'Afrique se joue en RDC ».

ECONEWS

« Business avec l'Afrique : l'heure du new deal » a été le thème du Forum Afrique organisé, le mardi 18 avril 2023 à Paris (France), par le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN). Ce forum est parti du constat selon lequel le continent africain, fournisseur majeur de l'Union européenne sur le plan énergétique, dispose de nombreuses matières premières et métaux rares indispensables à la transition énergétique, et fortement recherchés à travers le monde.

Pour Anthony Nkinzo Kamole, directeur général de

l'ANAPI, le développement mondial ne se fera pas sans le continent. « Aujourd'hui, quand vous regardez le coltan, vous regardez tous les dérivés qu'il y a derrière, on ne peut que parler de la RDC. Et j'ai également évoqué la question du phosphate, de la potasse. Aujourd'hui, ce sont des éléments qui sont extrêmement importants en RDC et ça prouve que la RDC est la clé pour l'Afrique. L'avenir du monde se joue en Afrique et l'avenir de l'Afrique se joue en RDC », assure-t-il.

Pilier indispensable au développement africain : l'industrialisation. Pour atteindre cet objec-



Le DG Anthony Nkinzo intervenant à Paris (France) au Forum Afrique du CIAN

tif, la RDC mise sur son « Plan directeur d'industrialisation » d'un coût de 58 milliards de dollars US. Objectif : relancer le secteur en s'appuyant sur trois axes moteurs.

« Prioritairement, c'est l'agroalimentaire, ensuite l'Énergie qui est extrêmement important, ensuite les Infrastructures. Et ces 58 milliards USD sont répartis sur les questions des ports, des aéroports sur les questions d'énergie et sur les questions d'hydrocarbures et ça ce sont des éléments qui sont extrêmement importants sur ces projets industriels », explique le directeur général de l'ANAPI.

## LE SÉNÉGAL SUR LES TRACES DE LA RDC

Des projets qui se font avec des partenaires européens. Au Sénégal, le gouvernement veut créer les meilleures conditions d'affaires pour les entreprises. C'est ce qu'explique Abdoulaye Baldé, directeur général de l'APIX, agence sénégalaise pour la promotion de l'investissement et des grands travaux.

« Depuis quelques années nous avons entamé un processus de réforme de l'environnement des affaires, nous sommes

d'ailleurs parmi les meilleurs réformateurs en Afrique. Ce qui veut dire que l'ensemble des conditions sont réunies pour des investissements et compte tenu de la grande demande et des perspectives excellentes pour le Sénégal, nous avons, sous l'égide du Président de la République Macky Sall, l'intention d'organiser au mois de juillet un forum international sur les investissements qui s'appelle Invest in Senegal. Ce sera l'occasion de faire le bilan mais surtout de dégager des perspectives nouvelles aussi bien pour le secteur public que le secteur privé donc ce sont des perspectives excellentes qui s'ouvrent à notre pays ».

Des délégations venues du Niger, du Tchad ou encore du Congo ont fait le déplacement. Elles se sont toutes accordées sur un point : la nécessité d'un changement de paradigme, indispensable pour assurer la production locale et une meilleure redistribution des richesses.

À l'heure du New Deal, les pays africains sont ouverts aux partenariats, à condition d'y trouver leur compte.

## Mines : accord trouvé entre la Gécamines et CMOC dans le projet TFM

Le Chinois China Molybdenum Company Limited (CMOC) et la Gécamines (Général des carrières et des mines) sont parvenus à un accord sur la dispute qui les opposait depuis une année déjà, concernant les royalties dues à la Gécamines sur la joint-venture Tenke Fungurume Mining en République Démocratique du Congo (RDC).

L'annonce a été faite, le jeudi 19 avril 2023, par CMOC sur son site : « C'est [l'accord] le résultat d'une communication franche et de consultations amicales entre les deux parties, et un accord « gagnant-gagnant » après avoir pris en considération les intérêts à court terme et le développement à long terme de la relation entre les deux parties sur la base de l'histoire du projet. La société et la Gécamines renforceront encore leur collaboration dans la joint-venture ».

Il y a quelques semaines, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, annonçait que les deux parties étaient proches d'un accord.

Cet accord met en principe fin à une dispute qui aura duré plus d'une année et qui avait sérieusement détérioré les relations entre les deux partenaires, les menant jusqu'au bord de la rupture, après que la Gécamines soit

parvenue à faire placer TFM sous contrôle administrative judiciaire.

Cet accord devrait en principe permettre la libération de 12.500 tonnes de cobalt et 120.000 tonnes de cuivre de TFM d'une valeur de 1,5 milliard de dollars US, qui étaient bloqués par les autorités congolaises. Une remise sur le marché qui est redoutée pour l'impact qu'elle pourrait avoir sur le marché international du cobalt; TFM représentant près de 15% de la production mondiale de cobalt.

Dans le communiqué en chinois, revenant sur les annonces d'août 2021 et mai 2022, CMOC annonce aussi un nouvel investissement de 2,5 milliards de dollars US et une augmentation de la production sur le projet TFM qui devrait passer à 200.000 tonnes de cuivre et 17.000 tonnes de cobalt d'ici la fin 2023.

Cet accord, dont les détails n'ont pas encore été rendus publics, met fin à ce qui aura été perçu par plusieurs à Washington, comme le prélude de la fin de la domination chinoise dans le secteur minier congolais et révèle aussi une certaine volonté congolaise de maintenir les relations avec les entreprises chinoises.

Il faudra certainement s'attendre à une pression de la société civile congolaise pour que les détails de cet accord soient ren-



due des publics afin de révéler l'étendue des gains et des concessions faites par les deux parties.

## LES COMPAGNIES CHINOISES VEULENT UN RÈGLEMENT À L'AMIABLE

On se rappelle que, dans un courrier adressé récemment au Président de la République, Felix Tshisekedi, les compagnies minières chinoises opérant en République Démocratique du Congo, réunies au sein de l'Union des Sociétés Minières à Capitaux Chinois en RDC (USMCC), avaient accusé les services fiscaux congolais d'abus de pouvoir et avaient appelé à un règlement à l'amiable des disputes qui opposent la Sicominex et CMOC – sur le projet Tenke Fungurume

Mining (TFM) à l'Etat congolais.

## LES GRANDES LIGNES

**Rôle et impact :** « En 2022, nous avons produit plus de 1.850.000 tonnes de cuivre et plus de 85.000 tonnes de cobalt, représentant respectivement 80% et 76 % de la production nationale de la RDC, et avons payé plus de 3 milliards de dollars américains au trésor public et créé plus de 60.000 postes d'emploi au total ».

**Traitements injustes :** « Les autorités fiscales congolaises ne calculent pas les impôts, dont celui sur les profits excédentaires (ISPE), en vertu de la législation congolaise et aux normes uniques et nous imposent d'im-

menses frais de redressement fiscal ou des amendes administratives non fondées et non justifiées. Troisièmement, certains agents des services congolais tels que la DGI, la DGDA et la BCC, abusent de leur pouvoir en appliquant arbitrairement la loi [...] ce qui nous a causé de nombreuses difficultés dans les activités et d'énormes pertes financières ».

## Les litiges TFM & Sicominex :

« En ce qui concerne les litiges impliquant la SICOMINEX et TFM, nous encourageons les sociétés membres à résoudre les différends par le biais d'une concertation amicale avec un maximum de sincérité et de bonne volonté. Mais en même temps, nous sommes résolus à les soutenir dans la défense de leurs droits et intérêts légitimes par des moyens légaux si nécessaire ».

## Pourquoi c'est important :

Ce courrier intervient au moment où les projets Sicominex & TFM sont fortement contestés par le gouvernement congolais et la Gécamines. C'est dans ce contexte qu'elles décident d'agir à l'unisson et de passer à l'offensive en accusant notamment les services fiscaux congolais. Le ton de leur courrier reste courtois et ferme.

AVEC PROJETAFRIQUECHINE.COM



# Face à Dan Gertler, l'opinion découvre des ONGs qui disent avoir raison, mais ont peur d'un débat contradictoire

**A l'invitation de l'homme d'affaires israélien Dan Gertler à engager un dialogue franc et sincère sur ses activités en République Démocratique du Congo, on constate curieusement qu'une frange d'extrémistes de la Société civile – la même qui s'est toujours distinguée par une vilaine campagne de désinformation et de diffamation contre le Groupe Ventora – a décliné l'offre, tout en multipliant des contre-vérités qui étalent au grand jour leur mauvaise foi. Dans une lettre datée du 18 avril 2023, Dan Gertler démonte les intentions cachées de ses extrémistes de la Société civile : « Votre silence et votre manque d'intérêt à accepter cette invitation et à rechercher la vérité factuelle sont frappants et révélateurs ».**

## ECONEWS

Qu'est-ce qui explique ce refus permanent de se mettre autour d'une table avec Dan Gertler pour traiter des sujets qui fâchent ? Pourquoi se cabre-t-on à le vilipender, alors qu'il est bien disposé à jouer cartes sur table sur toutes ses opérations en RDC ?

Autant de questions qui laissent planer un mystère sur les raisons réelles du refus d'une partie de la Société civile de participer au dialogue tant souhaité par le milliardaire israélien.

Une grande partie de l'opinion se demande de plus

en plus, pourquoi des ONG qui disent avoir raison et détenir la vérité fuient un débat avec celui qu'ils accusent de tous les maux d'Israël et de la RD Congo ?

Quoi qu'il en soit, Dan Gertler ne lâche pas prise.

Parce qu'il est déterminé à amener la Société civile – spécialement la branche extrémiste qui se retrouve autour de CNPAV (Congo n'est pas à vendre), The Sentry, RAID et bien d'autres – à accéder à la vérité des faits, Dan Gertler a renouvelé, par une lettre en anglais datée du 18 avril 2023, son appel à une table ronde transpa-



rente avec les acteurs de la Société civile.

Dans cette lettre, Dan Gertler rappelle les motivations qui l'avaient auparavant guidé à conclure, en février 2022, un accord à l'amiable avec l'Etat congolais. Sa décision, dit-il, a été prise « à la fois dans un esprit de bonne foi et dans un effort pour concentrer toutes les énergies sur les conséquences positives de mon accord de règlement avec la RDC, qui aura d'énor-

mes avantages économiques pour cette nation et ses citoyens ».

Il s'étonne cependant de la réaction négative à sa lettre d'une partie de la Société civile qui « contient à la fois des informations incorrectes et diffamatoires qui confondent les procédures pénales d'autres parties avec mes actions civiles ».

Toujours est-il qu'il dit maintenir sa main tendue pour échanger en toute fran-

chise avec la Société civile. Et quand les extrémistes de la Société civile qui n'ont pour spécialité que l'art de la diffamation se détournent de son offre, Dan Gertler ne cache pas son étonnement : « Votre silence et votre manque d'intérêt à accepter cette invitation et à rechercher la vérité factuelle sont frappants et révélateurs ».

Voici en intégralité la version anglaise de la dernière lettre de Dan Gertler.



**DAN GERTLER**  
RAMAT GAN, ISRAEL.

18/04/23

Dear all,

As stated last week, I made the decision to suspend all legal proceedings for defamation in both the spirit of good faith and in an effort to focus all energies on the positive consequences of my settlement agreement with the DRC, which will have tremendous economic benefit to that nation and its citizens. I was surprised by your negative reaction to this action and troubled that such response contained both incorrect and defamatory information that conflated other parties' criminal proceedings with my civil actions. Nonetheless, my decision to suspend the legal proceedings remains .

I also remain committed to my prior invitation to meet with you and answer any questions you may have about the merits of the settlement agreement, to include showing you all underlying documents and materials related to this historic settlement agreement. Your silence and lack of interest to accept this invitation and seek the factual truth is striking and telling .

Respectfully yours ,

Dan Gertler

# A l'Unikin, Patrick Muyaya et Tshibangu Kalala obtiennent l'adhésion de la jeunesse estudiantine à la défense de la patrie

**Le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya Katembwe, a fait le déplacement mercredi de l'Université de Kinshasa pour répondre à l'invitation du Café juridique, une structure de la faculté de droit de l'Unikin. Aux côtés du professeur Tshibangu Kalala, auteur d'un récent ouvrage sur les frontières de la République Démocratique du Congo, le porte-parole du Gouvernement a animé une matinée scientifique sous le thème « La RDC dans le monde de 2023 ».**

**TIGHANA M.**

Le mercredi 19 avril 2023, la salle Monokoso de la faculté de médecine de l'Unikin a refusé du monde. Les étudiants se sont donc mobilisés pour écouter celui qui pilote le front médiatique du Gouvernement dans la guerre de l'Est.

Si le professeur Tshibangu Kalala a centré son intervention sur « *La place de la RDC dans la géopolitique mondiale de 1884 à 2023 : sept temps forts pour réveiller les Congolais* », le ministre Patrick Muyaya s'est, pour sa part, appuyé sur « *L'analyse de la guerre dans l'Est de la RDC pour mieux défendre la patrie* ».

Dans son mot d'ouverture, le recteur de l'Université de Kinshasa, le professeur Jean-Marie Kayembe, a salué la présence du ministre de la Communication et médias qu'il considère, à juste titre d'ailleurs, comme « le premier orateur de la République Démocratique du Congo pour parler de la problématique de l'insécurité dans l'Est ».

« *C'est un honneur pour nous d'accueillir son Excellence Monsieur le ministre de la Communication. L'intérêt est d'avoir invité, comme orateur particulièrement à ce jour, le numéro un des orateurs en République Démocratique du Congo. C'est une grande joie pour nous, Excellence Monsieur le ministre, de vous écouter ici à la Colline du Savoir. Ici, vous allez nous dire où nous en sommes avec cette guerre. L'Université de Kinshasa est profondément attristée d'apprendre que tous les jours, il y a eu dix morts en Ituri, quinze dans l'Est. Qu'avons-nous fait pour mériter un sort aussi macabre ? Nous sommes prêts à défendre réellement la Nation et l'Université de Kinshasa* », a dit le professeur Kayembe.

« *Nous promettons, non seulement d'apprendre beaucoup, mais aussi de mettre à contribution ce que nous allons écouter, pour que des réflexions à venir puissent concourir, aider l'exécutif, à réellement mettre fin à cette situation qui n'a que déran-*

*gée la jeunesse congolaise de notre pays* », a noté le recteur de l'Unikin.

## ARMER LA JEUNESSE DU SAVOIR POUR DÉFENDRE LE PAYS

Premier à exposer, le professeur Tshibangu Kalala s'est longuement étendu sur les frontières de la RDC héritées de la Conférence de Berlin du 15 novembre au 26 février 1885.

Auteur d'un récent ouvrage, intitulé « *RDC et ses 11 frontières internationales* », le professeur Tshibangu Kalala fait autorité en cette matière. Aussi, pour une paix durable en RDC, il pense que le pays doit se doter d'une armée forte, capable d'imposer le respect autant dans la sous-région que sur toute l'Afrique. « *Un État n'a pas d'amis, un État n'a pas d'ennemis, un État n'a que ses propres intérêts vitaux à défendre. Le monde dans lequel nous vivons est un monde dominé par la lutte des intérêts* », rappelle-t-il.

Aussi, pense-t-il que cette matinée scientifique était l'occasion de « *diffuser les armes du savoir et de la science à la jeunesse de notre pays, à partir de l'Université de Kinshasa. Le savoir sur ce qu'est la RDC, ses problèmes d'hier, ses problèmes d'aujourd'hui et ses problèmes de demain. Et armer notre jeunesse de ce savoir, de cette science pour que cette jeunesse, pour que ces jeunes congolais soient utiles à eux-mêmes*



Le porte-parole du Gouvernement a emballé les étudiants de l'Unikin dans un exposé séduisant mes, puis utiles à notre communauté et à la patrie ».

## MUYAYA SÉDUIT LE MONDE ESTUDIANTIN

Le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, aura donc été la grande vedette de cette matinée scientifique. Grand orateur, Patrick Muyaya n'a pas déçu. Il a été à la hauteur de toutes les attentes n'éluant aucune question pour amener la jeunesse estudiantine à s'approprier le destin du pays qui se joue à l'Est de la RDC.

Il a présenté toutes les facettes de la guerre d'agressions imposée à la RDC par le Rwanda et les moyens déployés par le Gouvernement pour contrer cette menace, autant sur les plans politiques, médiatiques, militaires qu'économiques.

« *Nous avons également partagé les problèmes que nous avons actuellement avec la guerre dans l'Est de la RDC. Nous avons expliqué les différents fronts sur lesquels nous sommes engagés : front médiatique, front militaire, front*

*diplomatique, front économique, front judiciaire pour que les étudiants comprennent ce qui se passe dans l'Est de la RDC, ils sont concernés au même titre que nous qui sommes au gouvernement, au même titre que les militaires qui sont engagés au front* », a expliqué le ministre Muyaya.

Convaincu que la guerre se gagne aussi par une forte adhésion populaire, le ministre Muyaya a lancé un appel à la mobilisation pour accompagner le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, et le Gouvernement à la victoire finale. « *Chaque Congolais, où qu'il soit, doit être porteur du message d'une bonne image pour son pays* », a-t-il lancé à la communauté universitaire.

Intervenant sur ce point précis, le professeur Tshibangu Kalala a enfoncé le clou : « *La guerre que nous subissons dans l'Est du pays est une guerre d'agression. Comment nous allons nous en sortir ? Nous devons développer le concept de 'Guerre globale'. Il ne faut pas seulement laisser les militaires faire la guerre, mais c'est une guerre qui doit impliquer tout le peuple congolais, tous les segments de la population congolaise de manière à ce que l'on mette fin à cette guerre* ».

Les étudiants n'ont pas caché leur satisfaction au terme de cette matinée scientifique qui les a mis en contact avec les enjeux auxquels fait face la RDC. Ce Café juridique leur donc a permis d'avoir les outils nécessaires pour jouer leur partition dans cette guerre menée contre les ennemis de la paix.

Pour la coordonnatrice des étudiants, Mme Sharon

Rose Kapinga, « *ces trois heures d'échanges sont justement une détermination de la jeunesse estudiantine, surtout celle de l'Université de Kinshasa, à pouvoir s'impliquer dans le développement de notre pays et dans la résolution des problèmes qui nous concernent tous comme vient de le dire le président du Café juridique. Ces étudiants sont justement sortis de cette oisiveté. Ils sont pleins d'énergie et de motivation pour pouvoir mener des actions. Ils ont besoin d'être informés, équipés et accompagnés* ».

A l'issue de ces échanges, le prof Jean-Louis Essambo, doyen de la faculté de droit, a noté que les étudiants ont reçu les armes nécessaires pour défendre la nation congolaise : « *Je suis convaincu que les étudiants ont eu les informations nécessaires, les armes nécessaires pour affronter tous les défis, surtout le défi de la désinformation dont nous sommes souvent victimes. Et je suis un doyen comblé de joie et de satisfaction* », a-t-il indiqué en signe de satisfaction.

Par cette occasion, le doyen de la faculté de droit s'est dit heureux de l'organisation de cette conférence-débat qui a permis aux uns et autres d'avoir suffisamment d'informations sur les enjeux que traversent la RDC. Il a appelé le gouvernement de multiplier ce genre d'initiatives pour éveiller la conscience de toutes les couches sociales afin de définitivement mettre fin à cette guerre qui n'a que duré.

Pour marquer leur passage à l'Unikin, le Café juridique a décerné aux deux orateurs les diplômes de mérite.



En présence du prof Jean-Louis Essambo (au centre), doyen de la faculté de droit de l'Unikin, Patrick Muyaya et le prof Tshibangu Kalala reçoivent les certificats de mérite du Café juridique.



## B-M. Bakumanya : « Aider l'ACP à se moderniser revient à réussir le pari de la salubrité médiatique »

**Directeur général de l'Agence congolaise de presse (ACP), Bienvenu-Marie Bakumanya, a de grandes ambitions. Nommé à ce poste, après un passage réussi à l'antenne congolaise de l'Agence France presse (AFP), Bakumanya est porteur d'une vision de grandeur pour l'ACP. Il a mis en place un management qui insuffle un vent de renouveau à l'ACP. A l'ACP, la modernité se conjugue au présent. Depuis lors, l'ACP diversifie de partenariat pour étendre sa couverture. Et Bakumanya ne pense d'arrêter en si bon chemin. Il pense déjà à la rouverture de l'antenne de Bruxelles, en Belgique. « Aujourd'hui, on peut dire que l'ACP a retrouvé les voies des standards. Nous avons**

**sensibilisé notre Ambassadeur en Belgique. Il était très réceptif à notre discours. Notre bureau de Bruxelles sera opérationnel sous peu », pense-t-il. Avec la nouvelle «loi Muyaya» sur l'exercice de la liberté de la presse en République Démocratique du Congo, Bienvenu-Marie Bakumanya note que « l'ACP est un instrument central pour réussir la salubrité médiatique en RDC prôné par le chef de l'État ». « Aider l'ACP à se moderniser revient à réussir le pari de la salubrité médiatique », rappelle-t-il. Brillant et talentueux journaliste, Bienvenu-Marie Bakumanya s'est confié au quotidien Le Journal. Interview.**

**V**ous êtes directeur général de l'Agence congolaise de presse, qu'est-ce que cet accord conclu la semaine dernière à Bruxelles avec l'agence Belga, va apporter concrètement à votre média ?

Avec Belga, nous avons voulu remettre les pieds en Europe avec un partenaire historique ayant pignon sur rue. L'ACP est la première agence non-européenne qui a conclu un partenariat avec Belga. Nous avons un retard dans la transition numérique. Ces partenariats que nous concluons ont pour objectif de nous permettre de combler notre retard sans trop attendre. Les expériences de nos partenaires nous seront très utiles. Nos journalistes ont besoin de formation pour l'utilisation des outils des nouvelles technologies. Avec Belga, en plus de l'échange des contenus, il y a ce volet formation qui occupe une place importante.

**Avant Bruxelles, vous étiez à Alger en Algérie. Le même type de partenariat a été conclu. Avez-vous le sentiment d'avoir un grand retard à rattraper, un grand trou à combler par rapport aux autres agences ?**

Nous avions tenu à signer le premier partenariat sous notre mandat avec une agence africaine. Nous l'avions fait avec Algérie presse service (APS). C'était un vrai soulagement. Prioritairement, avec l'APS, nous allons doter l'ACP d'un fil d'actualité. Cette plateforme va nous permettre d'être présents sur le terrain de la concurrence. Il y a aussi l'Agence marocaine de presse (MAP). On est déjà dans les échanges des contenus depuis quelques mois. L'Afrique plurielle est pour nous une priorité incontournable.

**La migration vers le numérique est un défi énorme pour vous ?**

Absolument ! Sans le concours financier des autorités de la République démocratique du Congo, nous ne serons pas en mesure de re-



Bienvenu-Marie Bakumanya scelle à Bruxelles l'accord de partenariat avec l'Agence Belga

lever le défi de la transition numérique. On retrouve toutes les compétences au sein de notre établissement. Cet atout n'est pas utilisé comme il se doit faute d'une logistique adaptée à l'évolution exponentielle de la technologie. Notre tutelle comprend nos difficultés. Mais, ce n'est pas évident que les autres entités étatiques ont la même compréhension de ce que l'ACP représente pour le pays. Or, si la voix de la RDC peine à être audible, c'est parce que l'agence officielle n'est pas en mesure de se faire entendre. Le choix du Président de la République, Félix Tshisekedi, porté sur notre modeste personne, était un signal fort. Il voulait un technicien, un expérimenté en la matière. Même avec des moyens limités, nous relevons certains défis. La couverture de la visite papale a produit les premiers résultats grâce à une dotation de notre tutelle. Tout le monde, au pays et à l'international, avait apprécié notre couverture.

**Au stade actuel, quelles sont les réformes urgentes à mener pour permettre à l'ACP de rejouer son rôle de pourvoyeur numéro un d'informations au pays ?**

Lorsqu'on parle de l'ACP, on fait tout de suite référence à l'Agence Zaire presse. L'AZAP était à la pointe de la technologie. Ce n'est pas le cas avec l'ACP. Il faut doter

l'ACP d'un ou plusieurs fils d'actualité. Le préalable est d'avoir un serveur opérationnel adapté. Avec la SCPT, un premier pas vers la bonne direction est franchi. Mais ce n'est pas suffisant. Nous avons ouvert le chantier de la formation en écriture d'agence. Les archives sont aussi un problème à résoudre. Un partenariat est signé avec un opérateur privé. Les archives peuvent nous rapporter des recettes. Nous disposons des pièces rares de l'époque coloniale. Une richesse inestimable!

**Il y a aussi un problème de la qualification du personnel, de son rendement et de l'outil de production ?**

Le personnel de l'ACP est compétent, qualifié aussi. Mais honnêtement, un rafraîchissement s'impose. Une remise à niveau du personnel rédactionnel est une urgence. Au quotidien, nous y travaillons. Nous organisons aussi des ateliers avec des journalistes expérimentés qui passent à l'ACP. Le matériel est un vrai souci. Par respect et pudeur, je ne donnerai pas l'âge de notre parc informatique.

**A quand le retour de la représentation de l'ACP dans les grandes capitales africaines, européennes, asiatiques et américaines ?**

Une agence de presse forte est un outil diplomatique de première force. Il appar-

tient aux autorités de jouer leurs partitions sur ce point. Nous avons un plan de déploiement. Nos événements, nos histoires ne sont mieux racontées que par nous-mêmes. Aujourd'hui, on peut dire que l'ACP a retrouvé les voies des standards. Nous avons sensibilisé notre Ambassadeur en Belgique. Il était très réceptif à notre discours. Notre bureau de Bruxelles sera opérationnel sous peu. Pendant notre dernier séjour, nous avons travaillé dans le sens de rouvrir ce bureau sans délai.

**L'ACP, sous votre règne, sera un média ouvert à tous les courants sociopolitiques ou il sera aligné comme par le passé – périodes de Mobutu et les Kabila ?**

L'ACP est un média. Donc, comme média, tous les courants ont accès à ce service public, sans discrimination. Nous accordons la parole à tout le monde sans distinction. L'État n'a pas de couleur.

**Sentez-vous depuis que vous êtes là cet effort d'équilibrer l'information de la part de vos journalistes ?**

Absolument ! Nos journalistes sont factuels dans leurs dépêches. Difficile de taxer les journalistes de l'ACP de travailler pour un seul courant. Comme média officiel, normal que les sons de cloches des institutions soient plus présents dans nos productions que ceux des oppo-

sants. Vous ne nous verrez pas dans des prises de position partisans.

**La nouvelle loi sur la presse a été ratifiée par l'Assemblée nationale après sa promulgation par le chef de l'État, pouvons-nous dire que ce soit le début de la salubrité médiatique comme l'avait exigé le chef de l'État ?**

L'ACP est un instrument central pour réussir la salubrité médiatique en RDC prôné par le chef de l'État. C'est l'ACP qui doit donner le ton. Il n'y a pas d'autres voies à suivre pour réussir ce pari lancé par le président de la République, chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi. L'exemple du vrai professionnalisme doit venir des médias publics, principalement de l'ACP, la pourvoyeuse d'informations, ce grossiste qui a pour mission de servir les autres médias. Aider l'ACP à se moderniser revient à réussir le pari de la salubrité médiatique.

**Selon vous, quelles sont les premières mesures à prendre pour assainir le secteur médiatique ?**

Il faut appliquer les textes existants moyennant quelques amendements dans les statuts de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) conformément aux résolutions des États généraux de la presse du Congo.

**Etes-vous conscient que dans un cadre bien réglementé, la presse congolaise peut faire passer partout au monde le nouveau narratif ?**

La presse congolaise regorge de compétences inestimables. Je suis moi-même un pur produit de cette presse. Donc, nous sommes capables de faire mieux, parce que nous connaissons les problèmes de la presse congolaise et les acteurs de la crise actuelle. Il faut prendre la courageuse décision d'écarter les acteurs de la crise. Une presse malade comme la nôtre est comparable à une bombe nucléaire.

AVEC LE JOURNAL.NET



# Côte d'Ivoire : Singrobo-Ahouaty, premier projet hydroélectrique à financement privé en Afrique de l'Ouest

**Trois ans après le début de sa construction, la centrale hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty (à 150 kilomètres au nord d'Abidjan) affichait, en fin mars 2023, un taux de réalisation de 78,93 %. Symbole de la mobilisation du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte, le projet hydroélectrique est le premier en termes de financement privé en Afrique de l'Ouest.**

**A**ux abords de la centrale, les derniers équipements sont en phase d'installation. Il s'agit des batardeaux, des grosses pièces métalliques ainsi que des vannes, servant à fermer le barrage. Dans quelques semaines, la mise en place des turbines et des alternateurs pour la production de l'électricité devrait débuter. Les autres gros œuvres en cours concernent les travaux de terrassement du canal d'exhaure (évacuateur de crue) et de fuite, avec un million de mètres cubes à creuser dans la roche, et 85.000 mètres cubes de béton à couler.

«*Tout ce qui est génie civil, hydromécanique est en phase de finalisation et il reste la partie électromécanique. (...) À la fin de cette étape, nous aurons le processus de mise en service, les tests de démarrage et puis la mise en production*», a déclaré le 29 mars dernier, Christophe Blairon, directeur général d'IHE, la société d'investissement ivoirienne, partenaire

du projet. Il s'exprimait lors d'une visite du corps préfectoral de la zone du projet.

Selon M. Blairon, les grosses étapes qui restent consistent en la déviation du bras droit de la rive vers le bras gauche. Le remplissage du réservoir est prévu pour début août 2023 et la mise en service de l'installation, au premier trimestre 2024.

La construction de la centrale de Singrobo-Ahouaty est financée à hauteur de 40 millions d'euros par le Groupe de la Banque africaine de développement, sur un coût total de 174,3 millions d'euros. Elle doit fournir de l'électricité à 100 000 ménages et réduire les émissions de la Côte d'Ivoire de 109 000 tonnes de CO2 par an. Le projet doit créer 500 emplois pendant la phase de construction, dont 150 emplois qualifiés, ainsi que 28 emplois pendant la phase d'exploitation. Il permettra la construction d'une voie d'accès de 4 kilomètres qui va relier le barrage au village d'Ahouaty réduisant ainsi le



La centrale de Singrobo-Ahouaty, un symbole de la mobilisation du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte

temps de trajet pour les habitants. D'autres retombées bénéfiques pour les populations sont attendues : construction et réhabilitation des centres de santé, approvisionnement en eau potable de deux villages ainsi que la construction d'un marché et d'un centre sportif et culturel. En outre, la centrale permettra de diversifier le bouquet énergétique en vue de la concrétisation de l'ambition du gouvernement ivoirien de voir 42 % de son électricité produite par des sources renouvelables à l'horizon 2030.

Les autres partenaires financiers du projet sont : Africa Finance Corporation, une institution financière panafricaine basée à Lagos (Nigeria),

NeoThemis, une société de capital-investissement soutenue par Denham Capital, basé à Casablanca (Maroc), IHE Holdings, une société d'investissement ivoirienne dirigée par Alain EkolanEtty, sponsor initial et local du projet, la DEG – Deutsche Investition und Entwicklungsgesellschaft, un organisme de développement allemand destiné au secteur privé, filiale de la KfW et, Emerging Africa Infrastructures Fund. Leurs apports au financement se chiffrent à 90,7 millions d'euros en prêts et 43,6 millions d'euros en fonds propres.

Long de 1.400 mètres, le barrage sera constitué essentiellement d'une digue en enrochement et va relier les villages de

Singrobo (rive gauche) et d'Ahouaty (rive droite). Il devrait être mis en service au premier trimestre 2024. En fin 2022, le financement de la centrale de 44 mégawatts a été bouclé, la Banque africaine de développement ayant assumé le rôle d'arrangeur principal mandaté.

«*La centrale de Singrobo-Ahouaty va mettre à profit l'énorme potentiel de la Côte d'Ivoire pour fournir une énergie propre à partir de l'hydroélectricité*», avait déclaré lors de la visite, Wale Shonibare, directeur chargé des Solutions financières, des Politiques et des Réglementations en matière d'énergie à la Banque africaine de développement.

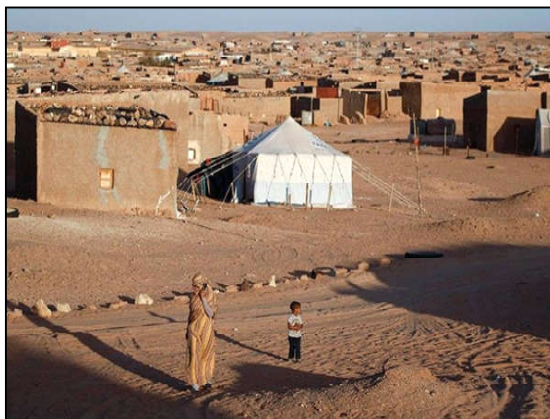
Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement qui se tiennent cette année du 23 au 27 mai sur la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh vont se consacrer à la mobilisation des financements privés pour des projets propres de ce genre. «*Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique*» est le thème de ces assemblées. C'est la 58<sup>e</sup> Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement et la 49<sup>e</sup> réunion du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque.

## Camps de Tindouf: détournement de l'aide humanitaire, l'Algérie est un complice actif

**L**a presse péruvienne a épinglé le scandale du «*détournement systématique de l'aide humanitaire destinée aux populations des camps de Tindouf*», que le Maroc dénonce depuis des années auprès de la communauté internationale.

Ainsi, le quotidien Guik, le premier journal digital du Pérou, qui reprend les conclusions du rapport d'évaluation du travail du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies en Algérie entre 2019 et 2022, écrit que «*ces détournements ont été dénoncés par d'autres rapports d'inspection du HCR (haut-commissariat aux réfugiés), ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales*».

La publication note que «*le PAM a documenté le détournement et la vente de nourriture provenant de l'aide humanitaire sur les marchés de la ville de Tindouf, en dehors des camps, et dans les pays voisins, alors que la population des camps vit dans des conditions indignes, marquées par une malnutrition chronique, en par-*



*ticulier chez les femmes et les enfants*».

«*Plus grave encore, ajoute Guik, le PAM a réitéré sa préoccupation quant à l'absence de recensement de la population des camps de Tindouf et au risque de détournement que cette situation unique rend possible*», soulignant qu'il s'agit «*d'une situation exceptionnelle dans le monde du point de vue du droit international humanitaire, dans la mesure où depuis près de 50 ans, ces populations n'ont jamais*

*luxueux, aux frais du contribuable européen et aux dépens des femmes et des enfants des camps de Tindouf, qui souffrent d'anémie chronique*».

Le journal rappelle que l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) avait pointé du doigt, dans un rapport publié en 2015, un «*détournement méthodique, sur plus de quatre décennies, de l'aide humanitaire accordée aux Sahraouis, retenus en otage dans les camps de Tindouf, sur le territoire algérien*».

Le rapport de l'OLAF a mis en évidence «*la responsabilité de l'Algérie, complice active du détournement de cette aide, qui commence généralement dès l'arrivée des cargaisons au port algérien d'Oran*».

De même, le Parlement européen avait noté que «*l'Algérie a prélevé une taxe de 5 % sur cette aide et a refusé les demandes de recensement*» de cette population présentées par le HCR.

En 2021, rappelle la même source, le rapport du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait attiré l'attention sur le détournement des fonds et de l'aide alimentaire destinés

à la population prise en otage par le Polisario.

Par ailleurs, toutes les résolutions du Conseil de sécurité depuis 2011 ont demandé à l'Algérie d'autoriser le recensement de la population des camps de Tindouf, conformément au droit international humanitaire.

La même demande a été adressée aux agences de l'ONU pour qu'elles respectent les «*meilleures pratiques*» de l'ONU dans l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations des camps.

Prensa21 déplore que «*l'Algérie a constamment défié les demandes fermes et sans appel du Conseil de sécurité, se cachant derrière des prétextes fallacieux infondés*», ajoutant que ce pays a «*la responsabilité morale et juridique de cesser d'exploiter la situation des populations séquestrées sur son territoire et de s'en servir comme monnaie d'échange, tout en dépensant des sommes colossales pour maintenir le train de vie luxueux d'une poignée de dirigeants du Polisario et en leur fournissant des équipements militaires de pointe*».

**AVEC MAP**

# Un inquiétant rapport montre comment le changement climatique a frappé l'Europe en 2022

Le service européen Copernicus dévoile un rapport sur les effets du changement climatique sur le continent pour l'année 2022. L'Europe s'est réchauffée de 2,2 °C depuis 1950.

Un rapport sans surprise mais édifiant. Selon les données du service européen Copernicus, l'Europe a été durement frappée, durant l'année 2022, par le changement climatique : fleuves et nappes phréatiques au plus bas, été caniculaire et incendies géants se sont succédés durant l'été 2022. Le rapport européen publié jeudi 20 avril apporte de nouvelles précisions sur le défi auquel le continent est confronté.

Le monde se réchauffe sous l'effet de l'accumulation des gaz à effet de serre générés par l'activité humaine, essentiellement le CO<sub>2</sub> et le méthane (CH<sub>4</sub>), dont la concentration a atteint l'an dernier son niveau le plus élevé jamais mesuré par les satellites, selon les données du service européen Copernicus sur le changement climatique (C3S). Les huit dernières années ont ainsi été les plus chaudes jamais enregistrées, a-t-il indiqué dans son rapport annuel, confirmant les données préliminaires publiées en janvier.

L'Europe, où la température grimpe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, a pour sa part connu son été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des données en 1950. Le continent s'est réchauffé de 2,2 °C depuis l'ère préindustrielle, contre 1,2 °C pour la planète dans son ensemble.

«Le rapport souligne des tendances inquiétantes, 2022 étant encore une année record en termes de concentrations de gaz à effet de serre, en termes de températures extrêmes, de feu de forêt et de déficit de précipitations, qui tous ont eu des impacts notables sur les écosystèmes et les communautés à travers le continent», a souligné Carlo Buontempo, directeur du C3S, lors d'une conférence de presse. «Nous nous avançons en territoire inconnu», a-t-il souligné.

## «Sécheresse étendue et prolongée»

«Partout dans le monde, certaines années seront plus chaudes et d'autres plus fraîches. Mais les chances d'avoir des années plus chaudes sont en train d'augmenter», a rappelé Samantha Burgess, directrice adjointe du C3S. L'Europe a notamment été frappée par une sécheresse très étendue l'an der-



La France, comme d'autres pays européens, a été touchée par une sécheresse d'une ampleur historique.

nier, avec moins de neige que d'habitude durant l'hiver 2021-2022 puis des précipitations sous les moyennes au printemps sur une partie importante du continent. Les glaciers alpins ont perdu l'équivalent de 5 kilomètres cubes de glace. Les canicules estivales ont contribué à une «sécheresse étendue et prolongée» qui a notamment affecté des secteurs d'activité comme l'agriculture, le transport fluvial ou l'énergie.

Plusieurs indicateurs précisés jeudi reflètent cette situation exceptionnelle. Ainsi, le débit des rivières européennes a été le deuxième plus bas jamais enregistré, «marquant la sixième année d'affilée avec des débits sous les moyennes». Copernicus décompte ainsi 63 % des rivières européennes dont les débits sont inférieurs à la

moyenne, un record.

Pour cette année, il est déjà acquis que l'agriculture souffrira en Europe méridionale, même en cas de pluies tardives. La France est déjà en état d'alerte avec des restrictions d'eau précoces, tout comme en Espagne, où les réservoirs d'eau sont anormalement bas. «Il y aura probablement une récolte réduite cette année à cause de l'hiver sec et du printemps qu'on a connus», a estimé Samantha Burgess.

Ces conditions de sécheresse et de chaleur l'été dernier ont été propices aux incendies, qui ont généré à travers l'UE leurs plus importantes émissions de carbone depuis 2017, relève Copernicus. «L'Allemagne, l'Espagne, la France et la Slovaquie ont aussi connu leurs plus for-

tes émissions liées aux feux d'été depuis au moins 20 ans, avec l'Europe du Sud-Ouest qui a vécu certains de ses plus gros feux jamais enregistrés», remarque le service européen. Des mesures ambitieuses nécessaires

«La réduction des émissions de gaz à effet de serre est impérative pour atténuer les pires effets du changement climatique», a souligné Samantha Burgess. Le GIEC, les experts climat mandatés par les Nations unies, a encore appelé récemment à prendre des mesures ambitieuses face au réchauffement. Selon son rapport de synthèse publié en mars, il atteindra 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle dès les années 2030-2035.

«Comprendre et répondre aux changements et à la variabilité des ressources d'énergies renouvelables, comme le vent et le soleil, sont essentiels pour soutenir la transition énergétique vers la neutralité carbone», a aussi souligné Samantha Burgess. Sur ce point, Copernicus calcule ainsi que l'Europe a reçu l'an dernier son niveau le plus élevé de radiations solaires au sol depuis 40 ans, une bonne nouvelle au moins pour la production d'électricité photovoltaïque.

AVEC LE POINT AFRIQUE

## Pour la voiture électrique, l'avenir se dessine en Chine

«L'endroit où il faut être»: l'avenir de la voiture électrique se joue en Chine, où une multitude de constructeurs locaux de plus en plus innovants et compétitifs poussent les grandes marques internationales à se réinventer au salon automobile de Shanghai.

Organisé tous les deux ans en alternance avec celui de Pékin, ce salon est un rendez-vous incontournable pour les constructeurs mondiaux, qui multipliaient mardi lors de l'ouverture des portes au public les annonces et les lancements de nouveaux véhicules, sur un marché chinois colossal mais devenu beaucoup plus compliqué.

Les ventes de voitures électriques et hybrides y ont certes pratiquement doublé en 2022 pour représenter plus du quart des véhicules écoulés, soit un niveau jamais vu, selon la Fédération chinoise des constructeurs de voitures individuelles (CPCA).

Mais sur le premier marché automobile mondial, les marques locales (BYD, SAIC-GM-Wuling, Geely, XPeng, Nio...) représentent désormais



81% des ventes, d'après le cabinet Counterpoint.

Pour rester dans la course, l'allemand Volkswagen, très présent en Chine, a évoqué mardi un investissement d'environ un milliard d'euros dans un nouveau centre de développement pour les véhicules électriques.

«L'objectif est d'adapter encore plus rapidement les véhicules du groupe aux souhaits des clients chinois et de réduire les délais de mise sur le marché», a souligné la marque dans un communiqué.

**TESLA, ABSENT DE MARQUE**

Le géant asiatique, principal émetteur mondial de gaz à effet de serre, vise en 2035 des ventes automobiles majoritairement composées de véhicules dits non polluants.

«La Chine est l'endroit où il faut être» pour ne pas rater le train en marche, assure Frank Weber, un haut responsable de BMW, présent lui aussi au salon automobile de Shanghai.

Car «ce qui se prépare aujourd'hui pour les clients chinois touchera le monde

entier demain», renchérit Oliver Zipse, un autre responsable de la marque allemande, lors de la présentation de sa i Vision Dee, une berline de sport électrique qui peut changer de couleurs.

Pour mieux s'adapter aux attentes locales, BMW dit avoir triplé ses activités de recherche et développement en Chine.

Résultat: selon le constructeur, près de 70% de son tout nouveau système d'exploitation comprend des fonctions spécifiques pour le marché chinois. Les allées du salon de Shanghai sont en revanche boudées cette année par l'américain Tesla.

Le plus gros vendeur de voitures électriques au monde, qui dispose d'une gigantesque usine à Shanghai et souhaite en implanter une deuxième pour fabriquer des batteries, n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP sur son absence.

## CONCURRENCE FÉROCE

Son principal concurrent dans le pays est le chinois BYD, de loin le plus gros vendeur et qui a dévoilé mardi un nouveau modèle sport

pour sa marque haut de gamme Yangwang.

BYD, qui a multiplié par cinq son bénéfice net l'an dernier, fait partie de ces constructeurs chinois à lorgner désormais les marchés étrangers, quand les marques internationales tentent de s'adapter en Chine.

Le groupe de Shenzhen (sud de la Chine) s'est fixé pour objectif d'exporter dans le monde 300.000 véhicules cette année, contre 50.000 l'an dernier, selon la télévision publique CCTV.

BYD commercialise des voitures particulières dans une cinquantaine de territoires, dont l'Europe, l'une de ses priorités comme pour de nombreux autres groupes chinois.

La marque Zeekr, qui appartient au géant local de l'automobile Geely, a ainsi annoncé mardi qu'elle commercialisera en fin d'année de premiers modèles en Suède et aux Pays-Bas, avant une arrivée dans d'autres pays européens. Geely a pour patron Li Shufu, l'un des principaux actionnaires de l'allemand Mercedes-Benz Group.

AVEC AFP



# Léopards-Football : le sélectionneur Desabre convoqué à Kinshasa pour des entretiens directs avec le ministre Kabulo

Placé aux commandes du ministère des Sports et Loisirs, Claude-François Kabulo mwana Kabulo se penche sur le cas de l'équipe nationale de football, les Léopards. Dans la route qui mène à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, prévue en 2024 en Côte d'Ivoire, les Léopards de la RDC doivent impérativement gagner leurs deux derniers matches, face au Gabon et au Soudan. Le ministre Kabulo pense relever le défi en mettant le staff technique des Léopards dans les conditions de réaliser un exploit. Aussi, a-t-il convoqué à Kinshasa le sélectionneur Sébastien Desabre pour des entretiens directs. A l'occasion, le ministre Kabulo tient aussi à réduire le staff technique des Léopards en le ramenant de 22 à 15, comme l'exige la Confédération africaine de football (CAF).



Le sélectionneur-manager des Léopards de la RDC, Sébastien Desabre

technique des Léopards a été décidé par la Fédération congolaise de football association (FEFOFA), ou par le sélectionneur-manager. Le ministre Kabulo qui a déjà échangé

avec la FEFOFA sur ce point, voudrait aussi parler avec le patron de l'équipe nationale de football pour qu'ensemble, une décision consensuelle soit prise», rapporte le cabinet du ministre, dont les propos ont été repris par l'Agence congolaise de presse.

Outre ce point, Kabulo Mwana Kabulo et Desabre parleront également des préparatifs du match Gabon-RDC de la 5<sup>ème</sup> journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN)-Côte d'Ivoire 2024, prévue pratiquement dans moins de deux mois à Franceville, au Gabon.

Un match important, voire très important que les Léopards doit impérativement gagner pour rester dans la course pour la CAN. Kabulo mwana Kabulo qui comprend bien l'enjeu, ne veut perdre aucune chance de pouvoir gagner ce match.

## ECONEWS

Le sélectionneur-manager des Léopards de la RDC Congo, Sébastien Desabre, est attendu à Kinshasa d'ici la fin de la semaine à Kinshasa pour un tête-à-tête avec le nouveau ministre des Sports et Loisirs, Claude-François Kabulo mwana Kabulo, a appris l'ACP mercredi des sources proches du cabinet du ministre.

D'après la source, les deux personnalités tableront

sur la probable réduction de la taille du staff technique 22 à 15 personnes que conduit le technicien français.

«Le ministre François Kabulo veut se conformer aux normes FIFA-CAF, qui veulent que le nombre de membres d'un staff technique d'une sélection soit au maximum 15 personnes. On ne sait pas si le nombre de 22 personnes que compose l'actuel staff

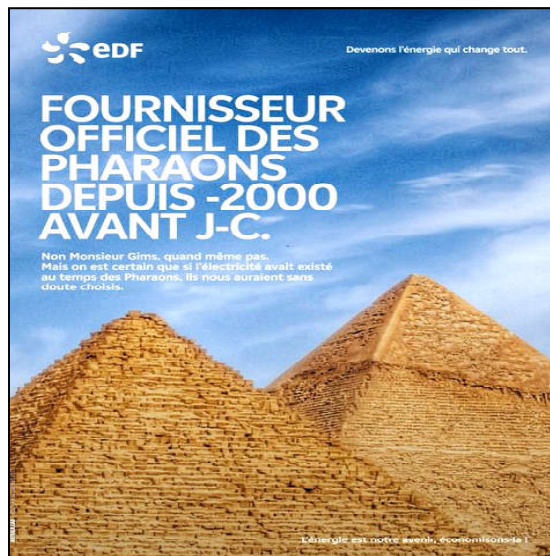
## Les pyramides d'Égypte, centrales électriques, selon Gims : EDF répond à la « fake news » avec humour

Les propos du chanteur congolais Gims sur l'existence de l'électricité dans l'Égypte pharaonique ont décidément fait mal autant en France que dans tout l'Occident. Tout le monde en parle.

C'est une publicité dans la presse quotidienne qui a été très remarquée. Publiée en page 15 du Parisien du jeudi 20 avril 2023, elle donne, avec humour, la réponse d'EDF à la « fake news » propagée par Gims sur l'électricité au temps des pharaons.

Ainsi, l'énergéticien se targue d'être « Fournisseur officiel des pharaons depuis -2000 avant J-C ». Et d'ajouter en petits caractères : « Non Monsieur Gims, quand même pas. Mais on est certain que si l'électricité avait existé au temps des pharaons, ils nous auraient sans doute choisis ».

Dans une interview pour l'émission Oui Hustle diffusée sur YouTube le 22 mars, le chanteur avait affirmé que les Égyptiens disposaient d'un système électrique dès l'Antiquité, qui fonctionnait grâce aux pyramides. Et Gims de développer une fausse nouvelle très répandue : « Les pyramides que l'on voit, au sommet il y a de l'or, et l'or, c'est le meilleur conducteur pour l'électricité... C'était des antennes ! Les gens avaient l'électricité et les historiens le savent ».



### UN TITRE EN CLIN D'ŒIL À LA POLÉMIQUE

Cette explication se diffuse depuis plusieurs décennies sur des blogs et différentes chaînes YouTube complotistes, mais elle est complètement fautive. L'électricité moderne a été découverte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des milliers d'années après la fin de la civilisation égyptienne antique.

Pour rappel, la construction de la fameuse pyramide de Gizeh date de la quatrième dynastie de l'ancienne Égypte, 26 siècles avant notre ère.

Après ses propos, Gims

ne s'est pas démonté puisqu'il a sorti un titre, Hernan Cortés, dont la couverture est illustrée de pyramides aux sommets en or, l'un des clin d'œil de cette nouvelle chanson à la polémique.

**Gims n'est pas le seul en France à adhérer aux théories du complot, selon cette étude**

Il n'y a pas que les mystères des pyramides de l'Égypte antique qui alimentent les théories du complot, notamment auprès du rappeur Maître Gims. Alors que ce dernier vient d'affirmer que

l'Égypte avait de l'électricité dès l'époque antique, l'IFOP et FLASHS publient pour le site Amb-USA.fr une enquête qui dresse un état des lieux des croyances dans les idées complotistes et les contre-vérités scientifiques en France et aux États-Unis.

**Bilan** : plus de la moitié des Américains (55 %) et plus du tiers des Français (35 %) adhèrent aux théories du complot. Selon l'enquête, 17% des personnes interrogées aux USA et près d'un Français sur 10 (9 %) y croient même fermement. « Les 18-34 ans (41 %), celles et ceux qui n'ont aucun diplôme (47 %) et les utilisateurs quotidiens des réseaux sociaux (55 %) font partie des populations qui souscrivent en plus grand nombre aux thèses complotistes », précise l'étude.

Déjà, en janvier dernier, une autre étude de l'IFOP pointait une hausse importante de l'adhésion des 18-24 ans aux « fake news ». Elle révélait que 69 % des jeunes sondés adhéraient à au moins une des 12 contre-vérités qui leur avaient été soumise. L'étude montrait aussi une corrélation entre fréquence de consultation des réseaux sociaux (Twitter, TikTok...) et adhésion aux contre-vérités.

AVEC LE HUFFPOST

## ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa / Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63 / 89 301 93 05 + 243 903185670  
E-mail :

[kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Faustin KUEDIASALA

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Hugo TAMUSA

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
Florent N'LUNDA N'SILU

**RÉDACTION GÉNÉRALE**  
Faustin KUEDIASALA  
Hugo TAMUSA  
Florent N'LUNDA N'SILU  
Tighana MASIALA  
Jonathan MUTADJIRI  
Nana Kanku  
A.T. MPUU

**COLLABORATEUR EXTÉRIEURS**  
Marc NZATE  
Francis Mayuma

**WEB MASTER**  
Tighana MASIALA

**PRODUCTION**  
Michel MASUDI  
+243 907314011

**COMMERCIAL**  
John RUSHIMBA

**INTENDANT GÉNÉRAL**  
René LOKOTA

Portée par Adolphe Muzito

## LAMUKA «déploie le laxisme du Gouvernement face à cette énième provocation de Paul Kagame»

Portée par Adolphe Muzito, la plateforme politique LAMUKA a vivement réagi aux dernières déclarations du président rwandais Paul Kagame qui dit se battre depuis toutes ces années pour récupérer des terres rwandaises attribuées injustement à la République Démocratique du Congo. Pour Nouvel Elan et LAMUKA, les propos du président rwandais s'apparentent à une déclaration de guerre qui appelle, de la part de Kinshasa, une réaction appropriée. Malheureusement, Muzito « déploie le laxisme du Gouvernement face à cette énième provocation de Monsieur Paul Kagame ». Pour contrer la

menace rwandaise, LAMUKA « réitère la mise en application de dix recommandations d'Adolphe Muzito du 30 octobre 2022 pour gagner la guerre contre le Rwanda » et confirme que « la solution à l'insécurité dans l'Est de notre pays est plus une question de défense. Par conséquent, le peuple congolais doit se préparer à faire la guerre contre le Rwanda pour mettre fin aux velléités expansionnistes de Paul Kagame. Intégralité de la déclaration de LAMUKA, signée, le 19 avril 2023 à Kinshasa, par Paulin Mboma Boko.

ECONEWS

## Déclaration de LAMUKA sur les propos expansionnistes de Paul Kagame, président de la République du Rwanda

LAMUKA a suivi avec indignation et consternation le discours provocateur de Monsieur Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, à l'égard du peuple congolais et de son territoire, en violation de la charte de l'Union Africaine, principalement en son article 4 alinéas b et i, sur l'intangibilité des frontières existant au moment de l'accession à l'indépendance;

LAMUKA déplore le laxisme du Gouvernement face à cette énième provocation de Monsieur Paul Kagame;

LAMUKA invite le peuple congolais à une vigilance tous azimuts et à user de l'article 63 de la Constitution de la République, qui lui donne le droit et le devoir sacré de défendre le pays et son intégrité territoriale, face à une menace ou à une agression extérieure, car l'heure n'est plus aux jérémiades, mais plutôt à un sursaut patriotique;

LAMUKA réitère la mise



en application de Dix recommandations d'Adolphe MUZITO du 30 octobre 2022 pour gagner la guerre contre le Rwanda, à savoir :

- a) Organiser la sécurité du territoire national et la résistance populaire;
- b) Soutenir dans l'unité les forces vives de la nation et les FARDC qui se battent au front contre le Rwanda;
- c) Ne négocier ni avec le Rwanda encore moins avec

le M23, 'mais avec leurs maîtres;

d) Identifier et exfiltrer toute personne infiltrée dans nos institutions, nos forces de renseignement et dans notre armée;

e) Punir tout acte de détournement des soldes de nos vaillants soldats et radier conformément à la loi tout fonctionnaire qui se rendrait coupable de détournement des soldes destinées aux militai-

res et aux agents de service de renseignement, ceci quelle que soit sa position hiérarchique;

f) Procéder à l'annulation de tous les accords signés avec le Rwanda;

g) Dénoncer et suspendre l'adhésion de la RDC à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC);

h) Affecter prioritairement les moyens conséquents à l'équipement de notre armée, aux soldes des unités aux fronts ainsi qu'aux salaires des agents et fonctionnaires pour assurer une meilleure défense du territoire national afin de maintenir la cohésion sociale;

i) Mobiliser le peuple contre cette guerre d'agression Rwandaise sur toute l'étendue du territoire national pour barrer la route à l'occupant;

j) Avoir présent à l'esprit le principe selon lequel - perdre une bataille n'est pas synonyme de perdre la guerre et nous mobiliser pour l'unité et l'intégrité du territoire ainsi que la souveraineté de la nation.

5. La coalition LAMUKA réitère la proposition de l'ancien Premier Ministre Adolphe MUZITO sur la construction d'un mur de séparation entre la RDC et le Rwanda faite dans sa 28<sup>ème</sup> tribune du 17 juin 2022.

6. La coalition LAMUKA confirme que la solution à l'insécurité dans l'Est de notre pays est plus une question de défense. Par conséquent, le peuple congolais doit se préparer à faire la guerre contre le Rwanda pour mettre fin aux velléités expansionnistes de Paul Kagame.

La guerre pourrait être longue et populaire, tenons bon.

Le Congo restera un et indivisible.

Que vive la République démocratique du Congo !

Que vive la coalition LAMUKA !

FAIT à KINSHASA, LE 19 AVRIL 2023

POUR LA COORDINATION  
PAULIN MBOMA BOKO  
PRÉSIDENT NATIONAL DU  
NOUVEL ELAN

